



Présidence
Direction générale
des services

AVIGNON
UNIVERSITÉ

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 21 JANVIER 2020

Affaire suivie par

Samuel Priso-Essawe
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 25 25

Courriel

Vice-president-ca@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE

Campus Hannah Arendt

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1
www.univ-avignon.fr

Le 21 janvier 2020 à 14h40, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, COSTA, LUNARDELLI

Collège BIATSS

M^{mes} et MM. POITEVIN, BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{mes} et MM. ZAAFOUR, TEITGEN, BOUKHAMSA, DIONE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. BEUCHE-MOREL (Ville d'Avignon), NABOT (INRAE), FAURE (Société AGRO'NOVAE), GONTARD (Cabinet d'avocats GLP & associés), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. LE FRIANT (procuration à M. CASTELNUOVO), DURAND (procuration à M. COSTA), WENZEL (procuration à M. COSTA), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), CAILLE (procuration à M. GONTARD)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M. BISSIERE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. HOUZIEL, Agent comptable, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} BAUDE, Contrôleur interne de la Direction des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI)

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. MONNET, Directeur du Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M^{me} ROSIER, Directrice de cabinet

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 21 janvier 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 17 décembre 2019
3. Affaires financières – démarche relative au contrôle interne : approbation du plan d'actions établi sur la base de la cartographie des risques budgétaires et comptables
4. Ressources humaines : approbation des modalités de conversion des primes et indemnités à destination des enseignants en décharge de service
5. Approbation du changement d'affectation du logement de fonction du PC sécurité (campus Hannah Arendt) en surface professionnelle
6. Formation
 - 6.1 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et Avignon Formation Continue des Métiers de la Santé (AFCMS) au titre des années universitaires 2018-2019 et 2019-2020
 - 6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et le Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA) au titre de l'année universitaire 2019-2020
7. Vie institutionnelle
 - 7.1 Désignation des trois représentants d'élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE)
 - 7.2 Désignation des membres de la Commission du Conseil d'administration chargée des règlements et statuts
 - 7.3 Désignation des membres de la Commission des finances
8. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 22

Membres suppléés : 5

Membres absents et non suppléés : 1

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 17 décembre 2019

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières – démarche relative au contrôle interne : approbation du plan d'actions établi sur la base de la cartographie des risques budgétaires et comptables

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Ressources humaines : approbation des modalités de conversion des primes et indemnités à destination des enseignants en décharge de service

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Approbation du changement d'affectation du logement de fonction du PC sécurité (campus Hannah Arendt) en surface professionnelle

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Formation

6.1 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et Avignon Formation Continue des Métiers de la Santé (AFCMS) au titre des années universitaires 2018-2019 et 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et le Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Vie institutionnelle

7.1 Désignation des trois représentants d'élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE)

⇒ Vote du Conseil d'administration : scrutin uninominal à la majorité relative à un tour

7.2 Désignation des membres de la Commission du Conseil d'administration chargée des règlements et statuts

⇒ Vote du Conseil d'administration : scrutin uninominal à la majorité relative à un tour

7.3 Désignation des membres de la Commission des finances

⇒ Vote du Conseil d'administration : scrutin uninominal à la majorité relative à un tour

8. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

En ce premier Conseil d'administration (CA) de l'année, le Président renouvelle ses meilleurs vœux aux membres du Conseil.

Evaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) par le Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES) : le HCERES met en place une nouvelle procédure d'accréditation des diplômes de premier cycle. Les licences ne seront plus évaluées individuellement mais de manière globale sur l'ensemble des formations de premier cycle de l'établissement. Ces nouvelles modalités d'évaluation mettront l'accent sur la cohérence de ce premier cycle, sur le pilotage des formations par l'établissement intégrant l'évaluation du positionnement de chaque licence dans le projet pédagogique d'établissement. Le nombre d'indicateurs serait réduit aux thématiques suivantes : l'interaction avec l'enseignement secondaire, le cadrage de l'offre de formation, l'accompagnement vers la réussite, la mesure de la réussite (diplomation et insertion professionnelle), les dispositifs de formation des enseignants-chercheurs et la méthodologie d'autoévaluation de l'établissement.

Cette réforme vise à évaluer le positionnement chaque établissement en réponse aux politiques publiques d'enseignement supérieur tout en développant une stratégie spécifique de recherche, de spécialisation et de coordination territoriale. L'objectif final est d'aboutir à une cotation multicritères des établissements pour définir leur profil individuel dans le paysage national. Ces nouvelles modalités d'évaluation laissent sous-entendre une mise en concurrence des établissements de l'ESR et assoient l'idée d'une partition entre le premier cycle et les masters-doctorats. La prochaine étape serait d'évaluer les masters dans le cadre des écoles doctorales.

En termes de calendrier, Avignon Université appartient à la vague C. L'établissement pourra donc bénéficier du retour d'expérience du HCERES et des établissements évalués en vagues A et B. Le travail devra se concentrer sur une mise en cohérence et une coordination de l'offre de formation et de la stratégie d'établissement.

Renouvellement des présidents d'université en région : Monsieur Jeanik Brisswalter a été élu à la présidence de l'Université de Nice Sophia Antipolis (UNSA) et Monsieur Eric Berton a été élu à la présidence d'Aix-Marseille Université (AMU).

Implication du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) en région : le CNAM souhaite renforcer son implication sur le territoire. A ce titre, il développe un projet de diplôme bac+1 professionnalisant en collaboration avec le Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV) d'Avignon Université. Ce projet, destiné aux bacheliers professionnels, est issu de la réponse à l'appel à projets « Nouveaux Cours à l'Université » (NCU) de Hautes Ecoles Sorbonne Arts et Métiers Université (HESAM Université) dont l'établissement est partenaire. Des financements NCU seront donc alloués à ce projet, indépendamment des financements NCU dont bénéficie l'établissement au titre du projet CAPACITE.

Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) – point d'avancement : la LPPR n'impactera pas la référence aux 192 heures issue du statut des enseignants-chercheurs ni à la qualification aux fonctions de maîtres de conférences et de professeurs des universités par le Conseil National des Universités (CNU). Les mesures les plus assurées à ce stade sont principalement des mesures de renforcement de l'attractivité des carrières universitaires (rémunération des contrats doctoraux, alignement des indices de recrutement et des possibilités de valoriser l'ancienneté à la titularisation de manière égale entre universités et établissements publics à caractère scientifique et technologique – EPST – valorisation du volet indemnitaire, sécurisation des contrats à durée déterminée de projets et de missions...). Le montant de l'enveloppe des moyens alloués sera précisé dans les mois à venir.

Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 : la première réunion officielle sur le CPER 2021-2027 a récemment eu lieu sur le site de l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) en présence du Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie (DRRT), de la Région Sud PACA, du Rectorat de la Région académique PACA, du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS), de l'INRAE et d'Avignon Université. L'INRAE a présenté ses nombreux projets sur le volet recherche auxquels l'université est associée pour certains d'entre eux, notamment la plateforme métabolomique et le *datacenter* régional.

L'établissement a été informé par la voie du Rectorat que les trois projets déposés par Avignon Université correspondraient aux estimations faites (réfection complète de la bibliothèque universitaire Maurice Agulhon, extension de la halle technologique de l'IUT et construction d'un grand amphithéâtre sur le campus Jean-Henri Fabre), ce qui équivaldrait à la reconduction de l'enveloppe du précédent CPER.

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 17 décembre 2019

Le Président invite les membres du CA à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil du 17 décembre dernier (*cf. annexe point 2*).

Monsieur Allal Berrag demande une reformulation en page 9 du projet de procès-verbal – point 3.2 Approbation du projet de budget initial au titre de l'année 2020 – paragraphe relatif au complément indemnitaire annuel (CIA) : remplacement de la formulation « conformément à la demande initialement portée par le Syndicat national des personnels titulaires et contractuels de l'Education nationale, de l'ESR et de la Culture (SNPTES) puis reprise par d'autres organisations syndicales » par « conformément à la demande des organisations syndicales représentatives ».

Reprenant la parole, le Président sollicite Monsieur Ludovic Bernard qui, lors du précédent CA, avait demandé cette formulation initiale. Monsieur Bernard ne s'oppose pas à cette modification.

Le Président propose, avec l'accord des membres du Conseil, la formulation suivante : « conformément à la demande portée par les organisations syndicales représentatives des personnels BIATSS de l'établissement ».

Il apporte par ailleurs la précision suivante : le CIA ne consiste pas en une conversion du reliquat de masse salariale. Le taux d'exécution de la masse salariale se situant à 99,99 % dès les premiers mois de l'année, l'établissement ne dispose pas d'un reliquat de masse salariale. Mais le Président demande à l'administration, dès l'élaboration du projet de budget de l'établissement, de prévoir une enveloppe dédiée, dans la mesure du possible.

Monsieur Jean-Pierre Costa sollicite une prise de parole. Il demande s'il est possible de mettre en place un espace numérique de dépôt des pièces préparatoires du CA sur lequel l'ensemble des documents de séance serait accessible. Par ailleurs, s'il ne formule aucune remarque de fond sur le projet de procès-verbal, Monsieur Costa demande à ce que les comptes rendus de séances soient transmis plus en amont des séances.

En ce qui concerne la création d'une plateforme de dépôt des documents, le Président précise que le Directeur des Systèmes d'Information (DSI) sera sollicité sur cette question.

A défaut d'observation complémentaire, le Président soumet le procès-verbal du CA en date du 17 décembre 2019 au vote des administrateurs, sous réserve de la modification sus-indiquée.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières – démarche relative au contrôle interne : approbation du plan d'actions établi sur la base de la cartographie des risques budgétaires et comptables

En préambule, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), précise que le plan d'actions ci-après présenté a vocation à préciser les procédures mises en place au sein de l'établissement pour se prémunir des risques encourus dans le domaine financier.

La parole est donnée à Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI). La mise en place du contrôle interne comptable et budgétaire répond à une obligation réglementaire dont l'établissement rend compte régulièrement à la tutelle sous forme d'enquêtes et qui nécessite à intervalles réguliers des validations du CA, instance délibérative de l'établissement.

Madame Nathalie Baude, Responsable du contrôle interne comptable et budgétaire à la DFACI, est invitée à présenter ce point.

En introduction, Madame Baude précise que la cellule contrôle interne et de gestion a deux missions : le contrôle interne comptable et budgétaire et la comptabilité analytique. La démarche de contrôle interne vise à maîtriser les risques liés à l'activité de l'établissement dans le cadre de ses axes stratégiques et des objectifs par service.

Madame Baude précise la méthodologie mise en œuvre pour la cotation des risques comptables et budgétaires : mesure de l'impact et de la probabilité de survenance sur une échelle de 1 à 5.

Huit risques majeurs ont été identifiés après analyse des processus recettes, dépenses et budgétaires : risques sur les rémunérations, le transfert du suivi de l'exécution de la masse salariale, les marchés publics, le remboursement des menues dépenses au comptant, l'inventaire physique, la gestion du patrimoine, les contrats et conventions de recherche et la Fondation.

Reprenant chacun des risques précités, Madame Baude présente leur typologie, leur nature et précise le plan d'actions associé, la personne responsable de sa mise en œuvre et l'échéance fixée. Elle précise la cotation de chaque risque et leur évolution depuis trois ans (*cf. annexe point 3 – diaporama de présentation*).

En cours de présentation, Madame Fanny André demande la parole. En ce qui concerne le plan d'actions associé au risque réglementaire et juridique relatif aux marchés publics, elle fait observer que le recensement des prévisions d'achats nécessite un travail considérable au niveau de chaque composante. Par ailleurs, elle pose la question de la mise en place du marché « déplacements professionnels », projet en cours de discussion depuis plusieurs années.

Madame Baude précise que plusieurs options sont ouvertes : l'intégration à un marché existant, la contractualisation d'un marché spécifique Avignon Université, mener une étude juridique sur la seule contractualisation des frais d'agence... L'établissement va être amené à se positionner dès cette année sur cette question.

A l'issue de cette présentation, le VP CA reprend la parole. Il souligne l'évolution positive de la cartographie des risques financiers de l'établissement depuis trois ans, notamment en matière de marchés publics, de remboursement de menues dépenses au comptant et de gestion du patrimoine. Il précise que le vote des administrateurs ne porte pas sur la description des risques financiers mais sur les mesures mises en œuvre pour réduire ces risques.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Allal Berrag s'interroge sur l'opportunité pour l'établissement de souscrire un marché « déplacements professionnels » eu égard aux frais de déplacement bien souvent supérieurs lorsque les déplacements sont gérés par une agence de voyages plutôt que par l'agent lui-même.

Monsieur Marneffe rappelle que le risque encouru en la matière est un risque réglementaire et juridique. Si les conditions tarifaires appliquées par le titulaire du marché peuvent en effet porter à discussion, l'établissement est tenu de se mettre en conformité avec les dispositions du code de la commande publique notamment en ce qui concerne les règles de mise en concurrence et les seuils des marchés publics.

Monsieur Yves Faure demande des précisions quant à l'activité de la Fondation universitaire.

Prenant la parole, le Président rappelle que la Fondation a été créée il y a une dizaine d'années sur la base de deux levées de financement de 500 000 euros chacune de la part de la Fondation Pierre Bergé et de la Ville d'Avignon. Elle a conduit différentes actions de valorisation du patrimoine, des actions humanitaires, des remises de prix aux étudiants. L'action la plus significative a été le financement de contrats doctoraux sur les volets « Agro&sciences » et « Culture, patrimoine et sociétés numériques » (une thèse par an sur trois ans sur chacun de ces axes).

La Fondation sommeille depuis plusieurs années pour diverses raisons. Sa gouvernance de l'époque a introduit une grande confusion puisque la Fondation a voulu se réapproprier des opérations « cœur de métier » des services de l'établissement (entrepreneuriat étudiant, relations entreprises, ...). Le Président s'est engagé à réactiver la Fondation en procédant au renouvellement de son conseil de gestion dont la mission première sera de repenser l'objet de la Fondation. L'idée est d'intégrer la Fondation au sein de l'université, comme un objet au service de tous. La réflexion doit s'engager sur les projets qui pourraient être remontés à la Fondation portés par l'ensemble des acteurs de l'établissement : accompagnement de vie étudiante ; prix sur des actions innovantes, sociales, solidaires ; financement d'événements qui participent à l'image et à la visibilité de l'université ; chaires industrielles...

Monsieur Yves Faure soumet l'idée d'un projet sur la thématique de la naturalité qui répond aux souhaits des collectivités territoriales et dans laquelle l'université s'inscrit parfaitement notamment au travers des campus des métiers et des qualifications (CMQ).

Le Président accueille favorablement cette proposition. La Fondation est un outil supplémentaire qui doit servir à gagner en visibilité, à créer du réseau et faciliter les partenariats, à porter des actions phares et symboliques visibles. La Fondation ne doit pas venir en redondance avec l'expertise professionnelle « cœur de métier » des services de l'établissement mais doit permettre de porter des actions de valorisation et des actions emblématiques sur les deux axes identitaires. La Fondation pourrait être pensée comme un périmètre de décisions, de mobilisation des fonds et de trajectoires que l'établissement souhaite développer.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet le plan d'actions établi sur la base de la cartographie des risques budgétaires et comptables au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le Président remercie la DFACI pour cette mise en conformité aux obligations réglementaires en intégrant le volet contrôle interne à son activité et souligne l'efficacité avec laquelle a été menée cette démarche. Certains risques identifiés il y a trois ans ont disparu de la cartographie, d'autres ont perdu en intensité ou en termes de probabilité de survenance. L'établissement réussit à se doter d'un plan d'actions efficace. Le Président relaye l'appel de la DFACI aux composantes et aux services de l'université qui contribuent à la qualité des résultats de ce contrôle interne.

Par ailleurs, pour compléter la réponse apportée à Monsieur Berrag en matière de marché « déplacements professionnels », le Président rejoint celui-ci sur la question des conditions tarifaires appliquées par les titulaires des marchés. Néanmoins, l'établissement est tenu de se soumettre aux obligations réglementaires en vigueur. L'étude des différentes alternatives doit être réalisée en menant une consultation large notamment des directeurs de laboratoires et des enseignants-chercheurs les plus mobiles afin de veiller à ce que les contraintes imposées par un marché ne soient pas trop lourdes et permettent de garantir une certaine flexibilité et simplicité dans l'organisation des déplacements notamment à l'étranger. Le service proposé se devra d'être efficace et assurer un certain confort aux collègues qui représentent Avignon Université à l'occasion d'événements internationaux.

4. Ressources humaines : approbation des modalités de conversion des primes et indemnités à destination des enseignants en décharge de service

Le VP CA rappelle que certains enseignants-chercheurs bénéficient de primes qui peuvent être soit perçues soit converties en décharge d'enseignement. Cette conversion se faisait jusque-là sur la base du taux horaire dit « chargé » des heures complémentaires d'enseignement. Il est proposé de réviser ce taux pour le ramener à un coût « non chargé » qui serait plus avantageux puisque la conversion des primes et indemnités se ferait sur la base de 41,41 euros au lieu de 43,48 euros (*cf. annexe point 4 – note de présentation*).

Le VP CA invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des Ressources Humaines (DRH), à apporter toutes précisions.

L'objet de cette conversion des primes en décharges ne se justifie pas avec un taux « chargé » puisqu'elle ne génère pas de coûts indirects pour l'établissement. Lorsqu'il y a un remplacement à effectuer sur la base d'une décharge d'enseignement, les composantes sont chargées en interne d'assurer ce remplacement et donc de prévoir quelles sont les décharges qui peuvent recevoir un avis favorable compte tenu des moyens à leur disposition et notamment de leur enveloppe « heures complémentaires ». En appliquant un taux chargé à la conversion, cela revient à ce que l'enseignant-chercheur participe lui-même directement au financement de sa propre décharge alors qu'un budget est alloué à cet effet. Il convient donc de réviser ce taux de conversion de prime en décharge au coût « non chargé » ce qui génère de la facilité mais également une meilleure compréhension du dispositif.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ces nouvelles modalités de conversion des primes et indemnités à destination des enseignants en décharge de service au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Approbation du changement d'affectation du logement de fonction du PC sécurité (campus Hannah Arendt) en surface professionnelle

La loge du campus Hannah Arendt située à l'entrée de l'établissement rue Pasteur est composée de deux parties indépendantes : un local sécurité de 49 m² de surface utile (SU) en rez-de-chaussée et un logement de 106 m² de SU sur deux niveaux de plancher.

Le logement est libre de toute occupation depuis le 27 août 2017. Il est désormais destiné à accueillir le PC sécurité du Pôle Sûreté et Sécurité Incendie (Pôle SSI) (*cf. annexe point 5 – note de présentation*).

Le CA est invité à se prononcer sur le changement de destination de surface dudit logement en surface professionnelle.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Axel Zaafour demande des précisions sur les aménagements qui vont être réalisés.

Le VP CA précise que le réaménagement de ce local s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel d'Investissement et permettra d'installer les personnels du Pôle SSI (bureaux, équipements sécurité...).

Monsieur Costa demande des précisions sur le départ de l'agent qui occupait précédemment ce logement pour nécessité absolue de service.

Prenant la parole, Monsieur Fathie Boubertekh, Directeur général des services (DGS), précise que ce départ relève d'un choix personnel de l'intéressée, ainsi que de l'état des locaux présentant des fissures dans la structure du logement. Depuis la libération du logement, des travaux ont été effectués. L'agent n'a pas souhaité réintégrer les locaux à l'issue de ces travaux. Compte tenu des difficultés de locaux rencontrées au sein de l'établissement, il a été envisagé d'affecter ces surfaces à l'activité du Pôle SSI.

Sur la question de la nécessité absolue de service, le Président précise que la création du Pôle SSI a permis d'élargir le périmètre des agents affectés à la sûreté et la sécurité incendie sur un mode partagé d'astreintes et de rotations pour les permanences lorsqu'il y a lieu.

Le Président rappelle par ailleurs que l'Etat a demandé à l'ensemble des opérateurs publics de réduire le nombre de logements pour nécessité absolue de service. L'établissement dispose actuellement de quatre logements pour nécessité absolue de service : trois sur le campus Jean-Henri Fabre et un sur le campus Hannah Arendt.

La transformation du logement de la loge en surface professionnelle permettra de répondre aux besoins du Pôle SSI de centraliser ses activités dans un local dédié (bureaux, équipements sécurité, salle de réunion, salle de repos pour les agents qui assurent des permanences...) sur un emplacement permettant un visuel sur l'entrée du site centre-ville rue Pasteur, l'objectif étant, à terme, d'y intégrer la sécurité du site Pasteur.

Monsieur Berrag demande la parole. Connaissant les difficultés rencontrées au sein de l'établissement en termes de locaux, il fait observer que la transformation de ce logement en surface professionnelle permettrait de libérer des bureaux sur le site. S'agissant d'un réaménagement de locaux, Monsieur Berrag souhaite savoir si le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) a été consulté sur cette question.

Reprenant la parole, le DGS répond par l'affirmative. La problématique de fissuration de la structure et la question du relogement de l'agent occupant ont été présentées en CHSCT. A cette occasion, la question du réaménagement de ces surfaces en locaux professionnels a été débattue. Un point d'avancement pourra être présenté en CHSCT prochainement.

Pour compléter, le Président précise que les plans du projet bâtimentaire sont finalisés et pourront être présentés en CHSCT ainsi qu'en Comité technique (CT).

A l'issue des échanges, le VP CA soumet le changement d'affectation du logement de fonction du PC sécurité (campus Hannah Arendt) en surface professionnelle au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Formation

6.1 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et Avignon Formation Continue des Métiers de la Santé (AFCMS) au titre des années universitaires 2018-2019 et 2019-2020

Cette convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université et l'AFCMS dans le cadre du Diplôme d'Université (DU) « Ostéopathie du sport » porté par le Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV) (cf. annexe point 6.1).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la convention au titre des années universitaires 2018-2019 et 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et le Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Ce projet de convention prévoit la réalisation de prestations pédagogiques par le CTCPA, dont l'accès à une halle technologique dotée d'équipements spécifiques, dans le cadre du Diplôme universitaire de technologie « Génie biologique – Industries alimentaires et biologiques » (DUT GB-IAB) porté par l'IUT (*cf. annexe point 6.2*).

Conformément à la délibération du CA n°2017-055 du 27 juin 2017, ce projet de convention prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il requiert l'approbation préalable du Conseil.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le projet de convention de coopération pédagogique au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Vie institutionnelle

7.1 Désignation des trois représentants d'élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE)

La Commission FSDIE étudie les demandes de financement des projets portés par les associations étudiantes domiciliées à Avignon Université (projets culturels ou sportifs, aide à l'information, animation de campus, citoyenneté, prévention, sensibilisation...) et les demandes d'aides sociales individuelles au profit d'étudiants en difficulté (aides alimentaires, aides médicales, loyers, frais...).

Conformément à l'article 3 du règlement du FSDIE de l'université en date du 19 avril 2016, trois représentants élus des étudiants du CA doivent être désignés pour y siéger.

Le 13 janvier 2020, un appel à candidatures a été réalisé auprès des membres élus du collège étudiant du Conseil.

Quatre représentants étudiants ont fait acte de candidature : Mesdames Samia Boukhamsa et Marion Berto et Messieurs Gabin Widendaele et Abdoulaye Dione.

Il est procédé à un vote à bulletin secret.

Résultat du vote (27 votants) :

Candidats	Nombre total de voix
BERTO Marion	19
BOUKHAMSA Samia	23
DIONE Abdoulaye	17
WIDENDAELE Gabin	22

Mesdames Marion Berto et Samia Boukhamsa et Monsieur Gabin Widendaele sont élus membres de la Commission FSDIE en leur qualité de représentants des élus étudiants du CA.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*scrutin uninominal à la majorité relative à un tour*)**

7.2 Désignation des membres de la Commission du Conseil d'administration chargée des règlements et statuts

La Commission du CA chargée des règlements et statuts est consultée pour avis lors de modifications apportées aux statuts et règlements de l'université.

Conformément à l'article 42 des statuts de l'établissement, elle est composée d'un représentant élu issu du collège A, du collège B, du collège BIATSS et du collège étudiant du CA.

Les 13 et 15 janvier 2020, un appel à candidatures a été réalisé auprès des membres élus des collèges précités.

Ont fait acte de candidature :

- Collège A : Madame Martine Le Friant
- Collège B : Mesdames Nathalie Lunardelli et Magali Rault
- Collège BIATSS : Madame Sandra Poitevin et Monsieur Ludovic Bernard
- Collège étudiant : Monsieur Gabin Widendaele

Il est procédé à un vote à bulletin secret.

Résultat du vote (27 votants) :

Collèges du CA	Candidats	Nombre total de voix
A	LE FRIANT Martine	22
B	LUNARDELLI Nathalie	11
	RAULT Magali	15
BIATSS	BERNARD Ludovic	14
	POITEVIN Sandra	12
étudiant	WIDENDAELE Gabin	26

Mesdames Martine Le Friant, Magali Rault et Messieurs Ludovic Bernard et Gabin Widendaele sont élus membres de la Commission du CA chargée des règlements et statuts.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*scrutin uninominal à la majorité relative à un tour*)**

7.3 Désignation des membres de la Commission des finances

La Commission des finances est consultée pour avis sur certains dossiers financiers, dont la préparation budgétaire et l'exécution des comptes.

Conformément à l'article 44 des statuts de l'établissement, elle est composée d'un représentant élu issu du collège A et du collège B et de deux représentants élus du collège BIATSS et du collège étudiant du CA.

Les 13 et 15 janvier 2020, un appel à candidatures a été réalisé auprès des membres élus des collèges précités.

Ont fait acte de candidature :

- ⇒ Collège A : Messieurs Frédéric Gimello-Mesplomb et Fabrice Lefevre
- ⇒ Collège B : Monsieur Jean-Pierre Costa
- ⇒ Collège BIATSS : Madame Fanny André et Monsieur Allal Berrag
- ⇒ Collège étudiant : Mesdames Samia Boukhamsa et Romane Teitgen

Il est procédé à un vote à bulletin secret.

Résultat du vote (27 votants) :

Collèges du CA	Candidats	Nombre total de voix
A	GIMELLO-MESPLOMB Frédéric	11
	LEFEVRE Fabrice	15
B	COSTA Jean-Pierre	21
BIATSS	ANDRE Fanny	21
	BERRAG Allal	18
étudiant	BOUKHAMSA Samia	24
	TEITGEN Romane	23

Mesdames Fanny André, Samia Boukhamsa et Romane Teitgen et Messieurs Fabrice Lefevre, Jean-Pierre Costa et Allal Berrag sont élus membres de la Commission des finances.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (scrutin uninominal à la majorité relative à un tour)**

8. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h45.


Monsieur Costa sollicite une prise de parole après la levée de séance. Elle lui est accordée. Il demande des précisions quant au retrait des moyens matériels et numériques dont Monsieur Clément Haag disposait au titre de son mandat de Vice-président étudiant (VPE).

Le Président rappelle que la qualité de VPE est attachée au statut d'élu du Conseil académique. Le Conseil académique de l'université ayant été intégralement renouvelé lors des dernières élections générales, le mandat de Monsieur Clément Haag est échu depuis le 11 novembre 2019. L'établissement est donc en attente de l'élection d'un.e futur.e VPE parmi les étudiants élus du Conseil académique. En ce qui concerne plus spécifiquement l'usage de l'adresse numérique fonctionnelle du VPE, Monsieur Haag n'a plus de légitimité pour diffuser via cette adresse générique, cette messagerie électronique étant destinée à un usage professionnel. Les messages reçus à titre personnel sur cette adresse pourront être remis à l'intéressé à sa demande.

Monsieur Zaafour regrette cette situation qui, selon lui, risque d'entraver la passation d'usage entre l'ancien et le nouveau VPE. Il évoque une différence de traitement à l'égard de Monsieur Haag.

Prenant la parole, le DGS précise qu'il ne s'agit en aucun cas d'une différence de traitement, la question relevant plutôt du respect de l'institution. Monsieur Haag a été destinataire de plusieurs courriers de la Présidence et a été sollicité à deux reprises par la Direction générale des services aux fins de restitution des moyens matériels mis à sa disposition en qualité de VPE. Monsieur Haag a signifié qu'il ne souhaitait pas donner suite à cette demande.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELLERKAMP